

nos jours de payer des salaires assez élevés pour pouvoir attirer des aides agricoles. Le programme s'est révélé assez fructueux en Alberta, bien qu'on n'en ait fait l'essai qu'avec des jeunes étudiants de l'école secondaire et de l'université, mais je ne vois pas pourquoi il ne pourrait être accepté sur le plan fédéral. Le gouvernement pourrait peut-être payer la moitié du salaire et l'agriculteur l'autre moitié, et offrir en même temps chambre et pension. Nous devrions tenter cette expérience, peut-être aurait-elle quelque succès.

Une autre lacune qui existe depuis longtemps, et une des raisons de l'exode des jeunes gens vers les villes, c'est le manque de programmes de loisirs à l'intention des jeunes, un programme comportant tous les avantages de la ville. Le gouvernement devrait accorder des prêts aux petites localités afin qu'elles puissent créer des installations de loisirs et des clubs communautaires qui feraient plaisir aux agriculteurs mais également à leur famille, leurs femmes et leurs enfants, de sorte qu'ils auraient moins envie de quitter la ferme pour aller à la ville. J'ai parlé de cette question dans le cadre d'une motion d'initiative parlementaire auparavant et j'espère que le gouvernement étudiera ce problème au plus tôt.

J'ai ici des statistiques qui prouvent que les frais de premier établissement dans l'agriculture ont énormément augmenté. A l'heure actuelle, le prix des engrais, des machines et même des produits contre les mauvaises herbes a augmenté. Cela a toujours été un problème fondamental pour l'agriculture. Quand les jeunes veulent se lancer dans l'agriculture ou y rester, ils connaissent toujours un problème pour rassembler suffisamment de capitaux. Une fois qu'ils ont les capitaux nécessaires, ils s'aperçoivent qu'ils doivent passer 30 ans ou plus à rembourser leur dette. C'est plutôt décourageant d'envisager de travailler très fort toute sa vie simplement pour rembourser une dette.

Le gouvernement aurait dû reconnaître depuis longtemps que si nous voulons garder les jeunes à la ferme il faudra subventionner leurs taux d'intérêt pendant trois, quatre ou cinq ans afin qu'ils aient la chance de rembourser le principal avant de devoir payer des taux d'intérêt élevés. Le coût de premier établissement pour une ferme à l'heure actuelle est supérieur à \$100,000, à un taux d'intérêt de 7 à 10 p. 100, c'est pourquoi il est très difficile de rembourser le principal, sur des prêts à long terme, c'est-à-dire de 20 à 30 ans.

Monsieur l'Orateur, voici quelques propositions positives en plus de celle qu'a faite le député d'Athabasca. Je pense que la Chambre devrait approuver sans tarder cette motion et que le gouvernement devrait adopter des politiques positives plutôt que de se contenter de parler. Il faudrait prévoir des stimulants non seulement pour les jeunes qui travaillent à la ferme, mais également pour ceux des villes qui aimeraient se lancer dans l'agriculture un jour prochain.

M. Bill Knight (Assiniboia): Monsieur l'Orateur, écoutez le député d'Athabasca (M. Yewchuk) parler de l'absence de tout programme agricole chez le parti conservateur m'a beaucoup intéressé. Je trouve toujours amusant de voir un parti qui critique vertement, et à juste titre, les politiques agricoles du gouvernement, les approuver dès que ce dernier en expose une à la Chambre. Je signalerai au parti conservateur que lorsque le gouvernement a organisé ce scrutin tendancieux et totalement faussé sur le

Fermes familiales

colza, comme l'a fait le ministre de la Justice chargé de la Commission canadienne du blé (M. Lang), ce fut le parti conservateur qui appuya ce genre de scrutin, qui a ouvertement admis entretenir des liens avec le marché libre et qui approuve ce genre de tripotage.

Le deuxième domaine où le parti conservateur l'année dernière, a appuyé les décisions du gouvernement fut celui de l'ensemble de la commercialisation des grains fourragers et la nouvelle politique qui a provoqué de tels bouleversements que non seulement les cultivateurs de l'Ouest ont été irrités de la façon d'agir de l'Office des produits agricoles mais qu'également la bourse des denrées de Winnipeg ignore comment mettre en application les nouvelles méthodes de fixation des prix de cet Office.

Les députés du Québec qui ont approuvé la politique des grains fourragers de ce ministre sont aussi démontés des méthodes de fixation des prix et de commercialisation actuellement utilisées. C'est le pire désastre provoqué par un ministre depuis le programme LIFT en matière de commercialisation des grains au Canada. Et ces résultats sont approuvés par d'autres porte-parole du parti conservateur de même que par le député d'Athabasca.

Que recommandent-ils, monsieur l'Orateur? Le député de Wetaskiwin (M. Schellenberger) dit qu'il a mis au point trois programmes. Il en a un pour trouver de la main-d'œuvre pour les fermes. C'est peut-être simple dans la région d'où il vient, mais je lui dis qu'on ne peut tout simplement pas prendre des jeunes en chômage et les envoyer conduire des machines dans les fermes du Canada à moins de leur donner une formation très poussée.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Dépêchez-vous!

M. Knight: Mes cousins ne laisseraient absolument pas n'importe quel individu recruté dans la rue conduire leurs tracteurs de \$10,000 à \$15,000.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Venez-en au point!

M. Knight: Monsieur l'Orateur, s'il doit y avoir un changement, ce devra être au début de la nouvelle session. Nous devons changer et mettre en œuvre certains programmes qui assureront une certaine mesure de sécurité et de stabilité à la population agricole non seulement dans l'Ouest mais partout au Canada. Il faudra le faire en fonction de programmes du genre de ceux mis de l'avant par la Saskatchewan et d'autres provinces de l'Ouest à l'occasion de la rencontre avec les ministres fédéraux à la Conférence sur les perspectives économiques de l'Ouest. Ces présentations comportent des programmes agricoles qui visent à résoudre non seulement les problèmes de l'Ouest mais ceux qu'on retrouve partout au pays.

Je crois que certains de mes collègues du Québec et des régions rurales des Maritimes avaient des plaintes très légitimes à formuler au sujet de toute la question de la politique agricole et du fait que bon nombre de producteurs—et j'ai beaucoup appris à ce sujet, monsieur l'Orateur—sont aux prises avec des problèmes d'ordre économique sérieux qui sont parfois bien pires que ceux qui assaillent bon nombre des producteurs que je représente. C'est pourquoi, monsieur l'Orateur, j'espère que ce débat se poursuivra au cours de la nouvelle session et que nous aurons, le député d'Athabasca et moi-même l'occasion d'en reparler.